

QUAND POUTINE
SE PREND POUR STALINE

FLORENCE GRANDSENNE
PIERRE RIGOULOT

QUAND POUTINE SE PREND POUR STALINE

L'ombre de la « Grande Guerre patriotique »
sur l'Ukraine

BUCHET • CHASTEL

© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2023.

ISBN : 978-2-283-03781-2

INTRODUCTION

Défendre la patrie, lorsque son destin se décide, a toujours été sacré. C'est avec de tels sentiments de patriotisme authentique que les milices de Minine et de Pojarski [contre les Polonais en 1612] se sont levées pour la patrie, sont passées à l'attaque à Borodino [contre les Français en 1812], ont combattu l'ennemi à Moscou et à Leningrad, à Kiev et à Minsk, à Stalingrad et à Koursk, à Sébastopol et à Kharkov [contre les Allemands]. Alors maintenant, vous vous battez pour notre peuple au Donbass. Pour la sécurité de notre patrie, la Russie. Le 9 mai 1945 est inscrit à jamais dans l'histoire du monde comme le triomphe de notre peuple soviétique uni, de son unité et de sa puissance spirituelle, de ses exploits inégalés au front et sur le front intérieur.

Vladimir Poutine,
discours du 9 mai 2022.

Depuis le 24 février 2022, l'agression décidée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine bouleverse le monde. Les horreurs se multiplient. Les révélations de tortures, d'exécutions, de viols, de bombardements de civils, laissent

pantois. Ce spectacle honteux est de plus incompréhensible car Poutine, l'homme qui a décidé cette agression, se justifie par différents arguments proprement délirants : un jour l'Ukraine n'existe pas ; un autre, il faut empêcher qu'elle ne tombe du côté d'un Occident décadent et adepte des Gay Pride.

Dès le début de la guerre, le dirigeant russe a avancé aussi une raison, indiscutable à ses yeux, d'attaquer sa voisine ukrainienne : le nécessaire combat contre le nazisme, vaincu à Berlin en mai 1945, mais ressurgi à Kiev comme le phénix trois quarts de siècle plus tard. Européens et Américains peuvent bien penser tout le mal possible du communisme – d'ailleurs lui-même, Vladimir Poutine, n'est pas sans réserve envers la politique menée par les dirigeants soviétiques –, ils ne peuvent qu'approuver, sauf à se rendre complices du nazisme, cette lutte que la Russie d'hier, colonne vertébrale de l'Union soviétique, a menée contre Hitler. Or, ce combat, Poutine dit en reprendre aujourd'hui le flambeau.

Le chef du Kremlin croit donc pouvoir utiliser à son profit la dette indéniable de l'humanité envers l'URSS pour sa participation à la victoire contre l'Allemagne nazie. Son agression contre l'Ukraine d'aujourd'hui peut alors prendre la forme d'une « opération » respectable puisqu'elle est inspirée par la « Grande Guerre patriotique ».

Staline a usé de cette expression pour la première fois lors de son discours radiodiffusé du 3 juillet 1941, quelques jours après l'entrée des troupes nazies sur le sol soviétique. Elle désignait jusqu'alors la lutte contre la Grande Armée de Napoléon en 1812. Ainsi voulait-il replacer le combat des Soviétiques contre les Allemands dans la continuité de l'histoire russe. Poutine voudrait y inscrire à son tour, dans

un même mouvement, le combat qu'il mène aujourd'hui contre ceux qu'il désigne comme les nazis ukrainiens.

Mais contrairement à ce que veut faire croire le dirigeant russe, le concept de « Grande Guerre patriotique » appliqué à un conflit qui commence deux ans après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, ne rappelle pas seulement quelques-unes des heures glorieuses de la Russie. Il rejette aussi subrepticement dans le néant des alliances, des combats et des massacres honteux commis par l'URSS entre 1939 et 1941. Il embellit enfin l'image d'une guerre qui n'a pas toujours fait usage de procédés différents de ceux de son adversaire, n'a pas donné à ses alliés la place qu'ils méritaient ni n'a débouché sur la liberté qu'on pouvait espérer d'une victoire sur le national-socialisme.

Le président russe rétorque que l'Occident, en multipliant les critiques contre l'URSS, tente désespérément de faire oublier sa responsabilité dans le déclenchement des hostilités. Selon lui, c'est dans la « trahison » franco-anglaise de Munich en 1938 qu'il faut trouver l'origine de la guerre. Mais qu'a fait alors l'URSS pour défendre la Tchécoslovaquie ? Vladimir Poutine s'en souvient peut-être... Pas nous !

Cette interprétation des accords de Munich est, comme par hasard, l'exact pendant des critiques faites en Occident sur « l'oubli » russe de l'amitié soviéto-nazie de 1939 à 1941. Dans sa version officielle, la Russie non seulement fait disparaître le Pacte et ses effets, mais elle gomme les erreurs de Staline et la répression qui s'exerça sur le front même, causant la mort inutile de centaines de milliers de soldats. Sont aussi effacés la collaboration active d'une partie de la population avec l'Allemagne, l'énorme aide américaine fournie à l'URSS, les combats des Alliés, de

l'Europe occidentale à l'océan Pacifique, les atrocités, les viols et les pillages de l'Armée rouge, les déportations et les exécutions qui ont suivi la réoccupation des territoires dominés jusque-là par les nazis, la mainmise sur l'Europe de l'Est, le mensonge de l'« aide humanitaire » apportée à ses populations et l'élimination progressive dans ces pays de toute expression politique hostile au communisme. Ce n'est évidemment pas le rappel des accords de Munich qui effacera cet ensemble désolant.

Cette sempiternelle référence à la « Grande Guerre patriotique » présente un autre avantage aux yeux de Vladimir Poutine : appuyée sur les hauts faits d'armes du passé héroïque des armées russes, elle constitue une efficace idéologie de remplacement au marxisme-léninisme, qui ne fait plus rêver grand monde, ni en Russie ni ailleurs. Les guerres sont même placées au cœur des valeurs défendues par le pouvoir russe actuel. Et plus particulièrement, juste entre toutes, la guerre menée contre le nazisme, censée éclater seulement fin juin 1941, lors de l'entrée soudaine des troupes allemandes sur le sol sacré de la patrie russe... Comme l'écrit Nicolas Werth : « Le grand récit national construit au cours des vingt dernières années par le régime poutinien [...] fait de la victoire de l'URSS dans la "Grande Guerre patriotique" le fondement de l'identité nationale et de l'antnazisme, l'ADN du peuple russe¹ ».

Une telle approche ne vise pas seulement à consolider le pouvoir. Elle a aussi pour but de forger dans la population une identité mémorielle, inculquée par les manuels scolaires et interdite de mise en cause sous peine de lourdes sanctions pénales. Le but de Poutine ? « Fermer la bouche ignoble de certains responsables à l'étranger qui l'ouvrent

pour atteindre leurs buts politiques à court terme². » Le code pénal de la Fédération de Russie prévoit jusqu'à cinq ans de prison pour absence de conformité à la version officielle et diffusion d'informations « sciemment fausses » sur les activités de l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale !

Et cette version n'est pas seulement dite et écrite. Elle s'incarne, elle se réactualise lors de défilés grandioses auxquels participent des millions de gens qui portent le portrait de leurs parents morts ou blessés à la guerre – Poutine lui-même porte la photo de son père, gravement blessé pendant les combats. Elle se donne à (re)voir dans de multiples émissions télévisées, dans de grands discours du Chef où sont dits et redits l'importance et même le caractère actuel et permanent de cette guerre victorieuse contre le Mal nazi. « Nous nous souviendrons toujours que le nazisme a été écrasé par le peuple soviétique », aime-t-il à répéter. « Cette victoire, a-t-il souligné encore lors du défilé commémoratif du 24 juin 2020, a déterminé l'avenir de la planète pour les décennies à venir et est entrée dans l'Histoire comme la plus grandiose par son ampleur, sa signification et sa valeur morale. »

Pour Vladimir Poutine, ce sacrifice du peuple russe pour libérer le monde de la barbarie nazie lui donne des privilèges spécifiques, dont le droit d'envahir l'Ukraine puisque la volonté d'existence indépendante d'une ancienne république soviétique signe à ses yeux une résurgence du nazisme. Comme l'écrit Galia Ackerman : « Ceux qui ont vaincu le plus grand fléau du siècle dernier et leurs héritiers obtiennent ainsi le droit moral, une sorte d'indulgence quasi religieuse, d'agir en fonction des seuls intérêts de leur pays car ce droit a été payé dans le sang³. » Certes, le

bilan de la guerre, côté russe, est terrible : probablement 27 millions de morts dont 16 parmi la population civile, et nous ne pouvons que rendre hommage à ces millions d'hommes et de femmes morts en défendant leur pays contre un envahisseur qui était également notre ennemi. Nous avons cette dette envers eux, même si ce n'est ni pour nous ni pour la liberté que l'Union soviétique a combattu Hitler.

Mais la version officielle du récit qu'impose Vladimir Poutine s'accompagne de tout un ensemble de mythes qu'il est bon de jauger pour donner à la Russie sa juste place dans ces conflits. Sa place d'hier et sa place d'aujourd'hui. Car si la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine nous ramène à la Seconde Guerre mondiale, c'est, malgré la rhétorique poutinienne, à sa face la plus sombre.

La guerre menée par la Russie d'aujourd'hui, pas plus que celle d'hier, n'est réellement inspirée par l'antnazisme. Les massacres actuels de civils ukrainiens en témoignent suffisamment, comme en témoignent aussi les déclarations mensongères justifiant l'agression russe. Une telle conduite politique et militaire fait écho au comportement dont s'étaient rendus coupables les nazis. On pourra bien apporter nous-mêmes des nuances à cette comparaison et reconnaître que rapprocher n'est pas identifier. Il n'empêche : Vladimir Poutine ne saurait se défaire de sa tunique de Nessus, son air de famille avec le nazisme.

On ne trouvera pas dans les pages qui suivent de découvertes inédites. Nous avons beaucoup marché sur les traces des historiens qui nous ont précédés : Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, Françoise Thom et Galia Ackerman,

Nicolas Werth et Jean Lopez, Anne Applebaum, Timothy Snyder et bien d'autres. Leurs écrits contiennent largement de quoi contredire le discours du fanatique ivre de puissance russe qui siège au Kremlin et de quoi rappeler que la Russie d'aujourd'hui ne peut guère prétendre mener une croisade antinazie en se réclamant de la « Grande Guerre patriotique » menée par l'Union soviétique.

Sans se noyer sous une pluie de détails, nous avons voulu faire en quelque sorte le tour de cette prétention russe, depuis la fin des années 1930 jusqu'au début des années 1950. On y voit l'Union soviétique, un temps alliée de l'Allemagne et capable d'horreurs que les SS n'eussent pas reniées, la combattre ensuite sans pour autant s'opposer au national-socialisme, ni dans sa structure politique ni même dans sa conception du monde. La vie des individus ne comptait pas plus pour elle que pour les nazis. Dans les deux cas, ce qui comptait c'étaient seulement l'État, son expansion, son leader, son régime et sa volonté de réaliser coûte que coûte une humanité future. Et le sort des prisonniers allemands disparus fait miroir avec celui des prisonniers soviétiques morts de faim. Les charniers de Katyń et d'ailleurs, les morts du Goulag et les viols de femmes allemandes ne permettent pas de considérer l'Union soviétique comme l'admirable antithèse du régime nazi, ni la « Grande Guerre patriotique » comme une glorieuse épopée à imiter.

Ce sont pourtant ces épisodes peu glorieux que fait revivre aujourd'hui Vladimir Poutine en combattant l'Ukraine censée être nazie. Une fable à laquelle son entourage et lui sont bien seuls à croire.

L'histoire que nous voulons raconter sera moins chargée de mythes et de mystifications que celle du numéro

QUAND POUTINE SE PREND POUR STALINE

un russe. Et ni dans ses préparatifs, ni dans son déroulement, ni même dans sa conclusion victorieuse, la « Grande Guerre patriotique » n'offre un visage digne de passer à la postérité comme un modèle de lutte contre le nazisme.

1.

« Bon anniversaire, Josef !
Une part du gâteau polonais ? »
Le pacte germano-soviétique

L'Union soviétique a signé le pacte de non-agression avec l'Allemagne. Elle était pratiquement le dernier des pays européens à le faire. D'ailleurs, elle dut le faire sous le coup d'une menace réelle de guerre sur deux fronts – avec l'Allemagne à l'ouest et avec le Japon à l'est, où d'intenses affrontements sur les rives de la Kalkhin Gol [en Mongolie] avaient déjà commencé.

Vladimir Poutine, 19 juin 2020¹.

À la fin de l'été 1939, deux pactes furent conclus entre nazis et Soviétiques. Le premier, que signèrent à Moscou Molotov et Ribbentrop, fut mensongèrement présenté par l'URSS comme un « pacte de non-agression », non comme un véritable accord politique. On sait aujourd'hui qu'il comprenait des protocoles secrets, et restés secrets jusqu'au procès de Nuremberg, qui divisaient l'Europe centrale et orientale en « zones d'influence ». Pour dire les choses plus crûment, nazis et Soviétiques se partageaient la moitié de l'Europe. « À moi les pays Baltes, la Bessarabie et la Bukovine du Nord ! À toi la Tchécoslovaquie ! À moi l'est de la Pologne, à toi l'ouest ! »

Un second pacte, signé celui-là cinq semaines plus tard, le 28 septembre 1939, fut dit « d'amitié ». Il entérinait la conquête conjointe de la Pologne et témoignait de la profondeur du rapprochement entre les deux puissances totalitaires sur les plans politique, militaire, économique. Décidément, tout allait pour le mieux entre nazis et Soviétiques !

D'aucuns jugeront que notre indignation relève d'une grande naïveté. Staline tentait peut-être d'éviter un conflit auquel il n'était pas encore prêt mais qu'il pouvait penser inéluctable et à tout le moins probable ; Hitler, après tout, avait depuis longtemps manifesté son ambition d'accroître « l'espace vital » allemand, le *Lebensraum*, par une expansion à l'est, peuplé de Slaves et de Juifs, les premiers mis au service du Reich, les seconds éliminés. Bref, les accords dureraient ce qu'ils dureraient – le plus longtemps possible –, le temps d'en récolter les fruits et d'accroître les capacités soviétiques de défense. Voilà ce que pouvait penser Staline. Et cela n'augurait d'ailleurs pas de la suite : la meilleure défense, affirment certains stratèges, c'est l'attaque. Profitant de ce que Hitler pourrait baisser la garde grâce au pacte, une attaque (réussie) pourrait déboucher plus tard sur la conquête de l'Europe de l'Ouest².

En fait, le pacte ne permit pas d'endormir Hitler. Il ne fut même pas mis à profit pour mieux préparer l'Armée rouge à lutter contre lui. Il permit surtout à ce dernier de lancer ses troupes vers l'ouest sans crainte de réactions soviétiques. Oubliée la morale, mais aussi oubliée la lutte contre les nazis, lesquels, au contraire, seraient félicités à Moscou pour leurs victoires. L'emportait la haine commune contre la démocratie parlementaire.

En tout cas, ces accords prirent les États occidentaux par surprise et accablèrent leurs opinions publiques, persuadées

qu'une alliance entre l'Angleterre et la Russie aurait été possible et aurait pu contribuer à maintenir la paix en Europe (pour reprendre les termes d'un sondage IFOP de juillet 1939 auxquels les Français répondirent positivement à 83 %). Même les militants communistes furent abasourdis et Arthur Koestler date sa rupture d'avec le communisme du jour « où la swastika fut hissée sur l'aéroport de Moscou en l'honneur de Ribbentrop et où la musique de l'Armée rouge entonna le *Horst-Wessel-Lied*³ ». Il faut dire que l'URSS était perçue encore comme hostile au nazisme ; même les terribles grands procès de Moscou en 1936, 1937 et 1938 n'avaient guère modifié l'image positive que les Français en avaient. Malraux put ainsi déclarer à New York cette année-là, lors d'un banquet en l'honneur de Trotski : « Trotski est une grande force morale dans le monde, mais Staline a rendu sa dignité à l'humanité⁴. » L'auteur de *L'Espoir* montrait par là qu'il était peu préparé à parler, comme le fondateur de la Quatrième Internationale, des « étoiles jumelles du stalinisme et du nazisme* ».

Il faut dire aussi que le tournant pris avait été un peu brusque. Le 20 août, *L'Humanité* avait même publié un démenti de l'agence Tass sur d'éventuelles divergences entre les délégations anglo-française et soviétique à Moscou quant à un rapprochement stratégique !

Vladimir Poutine, qui n'en est pas à une approximation mensongère près, prétendra que Staline avait été obligé

* Yves Santamaria, « Une realpolitik totalitaire ? Les pactes germano-soviétiques », dans S. Courtois (dir.), *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe 1935-1953*, Monaco, éd. du Rocher 2003, p. 235. Notons quand même que la gémellité des deux États totalitaires n'empêchait pas Trotski de soutenir l'URSS.

de nouer cette alliance, ayant compris, après Munich, que les Occidentaux n'étaient pas du tout décidés à s'opposer à Hitler et espéraient détourner l'agressivité de celui-ci vers l'Union soviétique. En réalité, depuis longtemps, Staline – qui n'a rien fait, lui non plus, pour aider les Tchécoslovaques en 1938 – souhaitait s'entendre avec Hitler et avec les autres ennemis des démocraties.

Boris Souvarine, en introduction à une réédition de son article « Une partie serrée entre Hitler et Staline », pouvait conclure : « On n'en finirait pas de citer des textes montrant que l'accord de Staline avec Hitler découlait d'une conception d'ensemble bien antérieure à Munich⁵... » Des textes et des faits : le 5 mai 1933 avait été confirmée à Moscou la prorogation du traité de Berlin et de l'accord de conciliation germano-soviétique du 24 juin 1931 qui, avec le traité de Rapallo, servaient de base aux relations soviéto-allemandes⁶.

Le 2 septembre suivant était signé à Rome avec Mussolini un pacte italo-soviétique « d'amitié, de non-agression et de neutralité ».

La germanophilie de Staline se donne à lire très ouvertement dans un entretien avec le journaliste allemand Emil Ludwig, le 13 décembre 1931 : « S'il y a une nation pour l'ensemble de laquelle [...] nous éprouvons de la sympathie, affirma-t-il, c'est l'Allemagne ! Nos sentiments amicaux envers les Américains ne sauraient être comparés à ceux que nous inspirent les Allemands. » L'auteur du fameux livre *J'étais un agent de Staline*, l'espion Walter Krivitsky, assure que, quand Hitler se livra à sa première épuration sanglante contre les SA, lors de la Nuit des longs couteaux, le 30 juin 1934, Staline, impressionné, convoqua le Politburo en session extraordinaire : « Avant

même que la nouvelle ait été répandue dans le monde, Staline avait décidé de son prochain rapprochement avec le régime nazi⁷. » Staline, explique Krivitsky, « avait un profond mépris pour les nations démocratiques “en déclin” et un respect également profond pour les “puissants” États totalitaires⁸ ». L'épuration violente qu'il avait conduite sonnait comme l'accession de Hitler au rang des puissants, de ceux qui n'hésitaient pas à écraser une opposition quand il le fallait. « À partir de cette date, Staline reconnut en Hitler, un maître, un homme capable de lancer un défi au monde⁹. »

Dès le début de 1937, déjà, les dirigeants soviétiques avaient livré à la « Justice » hitlérienne une dizaine de communistes allemands réfugiés en URSS. De novembre à décembre 1937, près de 150 militants allemands et autrichiens furent remis aux nazis, et parmi eux le physicien Alex Weissberg, membre du parti communiste allemand et proche de Boukharine, arrêté sous le prétexte d'avoir soudoyé des bandits pour tendre une embuscade à Staline et Kaganovitch lors d'une partie de chasse ! Il fut emprisonné puis, comme il refusait d'avouer, livré à la Gestapo après les pactes germano-soviétiques.

En 1938, on arrêta trois fois plus de communistes allemands que l'année précédente.

L'Union soviétique, qui s'était jusque-là présentée comme hostile au nazisme, effectua un rapprochement d'abord lent et prudent avec l'Allemagne. Elle se fit plus pressante ensuite, comme l'ont noté divers historiens : au cours d'une réception officielle le 1^{er} janvier 1939, Staline s'était fait volontairement remarquer en train de converser longuement avec l'ambassadeur allemand – ce qu'il ne faisait jamais. Puis, lors du XVIII^e congrès du PCUS,

le 10 mars suivant, il avait déclaré que l'URSS pouvait « s'entendre avec chaque État, indépendamment de son régime ». Le 17 avril, l'ambassadeur d'URSS en Allemagne avait ensuite affirmé que les relations germano-soviétiques « pouvaient être normales et s'améliorer davantage ». Peu après, le 4 mai, le remplacement du Commissaire du peuple aux Affaires étrangères Litvinov, supposé favorable au rapprochement avec les démocraties occidentales et juif de surcroît, par Molotov, dont les sympathies allaient plutôt à l'Allemagne, fut un autre signal. Le 14 août, l'affaire était si bien avancée que Staline proposa un déplacement de Ribbentrop à Moscou. Proposition acceptée le lendemain. Cinq jours plus tard, le traité commercial était signé, suivi le 23 août du premier pacte politique.

Le « pacte d'amitié », quant à lui, fut signé le 28 septembre. L'échange de lettres à l'occasion de l'anniversaire de Staline est la preuve, presque attendrissante, de cette nouvelle liaison. Hitler écrivit à Staline le 21 décembre : « Pour vos soixante ans, je vous prie de recevoir mes salutations les plus sincères. Mes meilleurs vœux de santé à vous, personnellement, et d'un avenir heureux aux peuples de l'amicale Union soviétique¹⁰. » Ribbentrop y alla de son petit mot, encore plus affectueux : « Me souvenant des heures historiques du Kremlin qui ont marqué le début d'un changement décisif dans les relations entre nos deux pays et qui établirent les fondations d'une longue amitié entre nos deux peuples, je vous prie d'accepter mes félicitations les plus cordiales pour votre soixantième anniversaire¹¹. » La réponse de Staline fait froid dans le dos : « L'amitié des peuples d'Allemagne et de Russie, scellée dans le sang, a toutes les raisons d'être longue et solide. »

Après la signature du pacte, les livraisons de camarades allemands et autrichiens s'accéléchèrent. Entre 1939 et 1941, plusieurs centaines d'entre eux furent remis aux nazis. Juifs ou pas Juifs, qu'importait ? En tout cas, après leur transfert, certains finirent leurs jours à Auschwitz ou Majdanek. Il faut lire les extraordinaires mémoires de Margarete Buber-Neumann¹² sur ces « cadeaux » d'un genre un peu spécial. Son compagnon, Heinz Neumann, l'un des dirigeants du parti communiste allemand, inventeur du slogan « Frappez les fascistes partout où vous les trouverez », était tombé en disgrâce au sein de son propre parti. Il se réfugia en URSS avec sa femme en mai 1935, après leur expulsion de Suisse où ils vivaient illégalement. Arrêté deux ans plus tard, il fut exécuté à la Loubianka en novembre 1937. Quant à Margarete, elle fut envoyée en juin 1938, comme « élément socialement dangereux », dans un camp du Kazakhstan pour cinq ans. Elle y découvrit, stupéfaite, que les femmes kazakhes qui travaillaient avec elle quatorze ou quinze heures par jour espéraient que la victoire de Hitler les libérerait de leur vie infernale. Jetée dans un train, elle arriva le 3 février 1940 à Brest-Litovsk où elle fut livrée aux nazis en même temps qu'Alex Weissberg déjà évoqué plus haut. Après quelques mois de prison à Berlin, elle fut envoyée à Ravensbrück où elle fit connaissance de la Tchèque Milena Jesenská et des Françaises Anise Postel-Vinay et Germaine Tillion. La vie y était très difficile, mais elle assure que rien ne fut pire que la détention en URSS, à Karaganda... Libérée en avril 1945, elle choisit... de fuir l'avancée soviétique et de retrouver sa famille !

Trahir des « camarades de lutte » coûtait bien peu à Staline, qui faisait d'une pierre deux coups : se débarrasser d'opposants « de droite » et rassurer Hitler. Les perspectives qui s'ouvraient étaient tout simplement grandioses. Comme l'avait clairement dit au général polonais Anders l'officier du NKVD qui l'interrogeait : « La Russie soviétique escomptait un épuisement mutuel des puissances occidentales dans une saignée réciproque, après quoi il lui serait facile d'envahir l'Europe et d'y instaurer le régime soviétique¹³. » C'était du moins, on l'a vu, une des options qui se présentaient à Staline. Mais après tout, en bon léniniste, il pouvait penser qu'il était possible d'écraser l'impérialisme britannique, considéré alors comme le plus puissant, en obtenant l'aide d'États bourgeois plus faibles, tels que l'Allemagne, et ainsi de mettre à mal l'ensemble du système capitaliste. Les violences des nazis contre les Juifs, les socialistes et les communistes n'entraient pas dans les calculs de Staline...

Aussi, ce pacte aux perspectives si riches était-il moins surprenant qu'il n'y paraissait. Andreï Sakharov se souvient que lorsqu'il étudiait la physique à l'université, le professeur de marxisme-léninisme aimait à poser cette question : « L'accord germano-soviétique, le rapprochement germano-soviétique sont-ils de nature conjoncturelle ou sont-ils de principe ? » Et il fallait répondre : « De principe, car ils reflètent une profonde similitude de vue¹⁴. »

Vladimir Poutine n'aurait sans doute pas répondu de la même façon mais il approuve entièrement la signature du pacte germano-soviétique dans le contexte géopolitique de l'époque, à une nuance près, révélatrice de son attitude actuelle vis-à-vis de l'Ukraine. À ses yeux, Staline

prolongea outre mesure ses manifestations amicales et rassurantes à l'égard de Hitler. « Essayer jusqu'à la dernière minute de ne pas provoquer un agresseur potentiel [...] voilà ce que Staline a cru devoir faire. Mais les conséquences furent graves : les mesures militaires qui ont finalement été prises étaient désastreusement tardives. »

« Nous, prévint-il, ne ferons pas une telle erreur une deuxième fois¹⁵ », justifiant d'avance toute attaque « préventive » contre l'Ukraine. Comme celle du 24 février 2022.

2.

Bonnes affaires ou cadeau de nocces ? Relations commerciales et affinités Allemagne-URSS

L'humiliation nationale devint en Allemagne un terrain fertile pour des sentiments radicaux et à la recherche de vengeance. Les nazis jouèrent habilement des émotions populaires et construisirent leur propagande sur la promesse de débarrasser l'Allemagne de l'héritage du traité de Versailles et de rendre au pays son ancienne puissance, tout en poussant en réalité le peuple allemand à la guerre. Paradoxalement, les États occidentaux, particulièrement le Royaume-Uni et les États-Unis, y contribuèrent directement ou indirectement. Leurs milieux financiers et industriels investirent massivement dans les usines et entreprises allemandes fabriquant du matériel militaire.

Vladimir Poutine, 19 juin 2020¹.

Hitler, dans sa volonté de conquêtes, tant à l'Ouest qu'à l'Est, se heurtait à un obstacle sérieux : son pays n'avait pas les ressources matérielles nécessaires pour mener de telles guerres. Où les trouver ? Une possibilité s'offrait à lui : faire de l'Union soviétique un partenaire commercial majeur. Sans doute, ce partenariat allait connaître des

hauts et des bas, mais il est évident que, sans ces échanges, jamais le projet de Hitler de s'en prendre à la Pologne puis à la France et à la Grande-Bretagne n'aurait pu prendre forme. Merci Staline, merci l'État soviétique !

Mais ne noircissons pas d'avance un tableau déjà bien sombre : la bonne entente germano-soviétique n'a pas attendu l'avènement des nazis pour prendre son essor. Dès avril 1922, par le traité de Rapallo, les deux États, qui se percevaient chacun à sa manière comme injustement brimé par l'ordre mondial issu du traité de Versailles, se reconnurent mutuellement sur le terrain diplomatique *. Ils annulèrent leurs dettes réciproques, se mirent d'accord pour coopérer activement en matière commerciale et pour renforcer une collaboration militaire déjà commencée discrètement depuis un an.

S'il s'agissait, côté allemand, de compenser les effets des sanctions imposées par le traité de Versailles, on cherchait, côté soviétique, à trouver un partenaire commercial et financier et, pourquoi pas, un allié politique dans la lutte contre les « puissances impérialistes » victorieuses qu'étaient la Grande-Bretagne et la France.

Suivons donc successivement l'évolution de la coopération commerciale germano-soviétique puis celle de la coopération militaire. Nous ne les séparons d'ailleurs que pour en faciliter l'analyse car dans les faits les deux domaines ont été très liés.

Un traité signé à Berlin en avril 1926 permit à l'URSS d'obtenir un crédit de 300 millions de marks pour acheter

* La France d'Édouard Herriot attendra octobre 1924 et les États-Unis de Franklin D. Roosevelt, novembre 1933, pour reconnaître l'URSS.

des machines-outils et développer tout un réseau d'usines. Furent également mises sur pied des dizaines de sociétés mixtes germano-soviétiques.

De 1921 à 1928, les Allemands exportèrent ainsi vers l'URSS pour 2 milliards de dollars de marchandises – surtout de l'outillage industriel – et ils en importèrent pour 1,5 milliard, notamment du bois et des minerais. Mais lors de ces premières relations commerciales, l'URSS ne se fit guère une bonne réputation. Les retards de paiement s'étant accumulés, les Soviétiques durent faire désormais de sérieux efforts pour regagner la confiance de l'Allemagne et rétablir avec elle des liens plus acceptables, en particulier par une livraison plus active de matières premières.

Ces échanges commerciaux n'avaient pas la même importance pour les deux pays : jusqu'alors, les exportations de l'URSS vers l'Allemagne avaient été faibles tandis que la moitié des importations soviétiques venaient d'Allemagne.

La prise de pouvoir par Hitler eut comme conséquence de réduire les échanges entre les deux pays, mais en 1935 un nouvel accord commercial germano-soviétique fut quand même signé. L'Allemagne nazie accordait à l'URSS, jusqu'en juin 1937, 200 millions de marks de crédit qui devaient être remboursés pendant la période 1940-1943 (!).

La reprise de relations vraiment prometteuses entre l'URSS et l'Allemagne ne s'annonça cependant qu'en 1939. Il était temps pour les nazis : on estimait que l'Allemagne, en mai, n'avait pas plus de trois mois et demi de réserves de pétrole et, en août, pas plus de trois mois de réserves de caoutchouc. Tout comme le manganèse, le platine ou les céréales, le pétrole et le caoutchouc étaient indispensables

à une Allemagne se préparant activement à la guerre, car elle ne produisait que 25 % de ses besoins en matières premières. Les dirigeants allemands craignaient qu'en cas de conflit armé les États-Unis, devenus le principal fournisseur du pays, n'assurent plus ses livraisons. C'est bien ce qui arrivera d'ailleurs. De plus, après la Nuit de cristal de novembre 1938, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France et en Yougoslavie notamment, un mouvement de boycott freina un peu plus encore les ventes à l'Allemagne. Il fallait trouver un partenaire commercial moins exigeant et moins scandalisé par les manifestations violentes de l'antisémitisme nazi, et c'est vers l'URSS que l'Allemagne se tourna*.

En tout cas, et quoi qu'en dise Poutine, les milieux financiers et industriels anglais et américains n'investirent pas prioritairement dans les entreprises allemandes fabriquant du matériel militaire.

Moins spectaculaires, jugés plus acceptables qu'un pacte de non-agression et surtout qu'un pacte d'amitié, ces accords économiques et commerciaux germano-soviétiques ne suscitèrent pas la même indignation que

* Les démocraties occidentales ne peuvent cependant se targuer d'une bonne conduite : à la conférence d'Évian, tenue du 6 au 15 juillet 1938, aucune d'entre elles n'accepta de recevoir des Juifs fuyant l'Allemagne nazie et la Nuit de cristal, en novembre de la même année, ne les fit pas changer d'avis. L'URSS, quant à elle, y brilla volontairement par son absence et n'en tint pas compte. Voir à ce sujet le documentaire de Michel Vuillermet, *Évian 1938, la conférence de la peur*, 2010. Sur le plan strictement commercial, on notera aussi à la date du 11 octobre 1939, un accord de l'URSS avec la Grande-Bretagne, laquelle s'engageait à vendre aux Soviétiques de l'étain et du caoutchouc tout en sachant qu'au moins une partie en serait transférée en Allemagne !

les accords politiques. Néanmoins, leur importance est évidente, comme nous venons de le voir. Avec raison, ils inquiétèrent les opinions publiques et les gouvernements occidentaux : il n'est pas sûr que, sans eux, l'Allemagne aurait pu poursuivre longtemps ses premiers efforts de guerre. Et ces accords commerciaux reflétaient d'autres accords plus opaques, d'ordre politique et militaire. La négociation réussie du fameux pacte d'août 1939 contribua ainsi à accélérer la reprise des liens commerciaux.

Le 20 mai, Molotov avait lui-même clairement affirmé que les négociations commerciales soviéto-nazies pourraient avancer davantage si elles reposaient sur un accord politique. Le 2 août suivant, la première réponse allemande ouvertement positive arriva : Ribbentrop déclara que « dans la région de la Baltique il y avait assez de place et les intérêts soviétiques pouvaient ne pas se heurter aux intérêts allemands ». Et le 19 août, un nouvel accord commercial était signé avec un crédit supplémentaire de 200 millions de marks à 4,5 % sur sept ans, un accord qui demeurait dans le même registre que les précédents : l'URSS fournirait pour 180 millions de Reichsmarks de matières premières et l'Allemagne pour 120 millions de produits manufacturés.

Quatre jours plus tard Ribbentrop et Molotov signaient le pacte dit de non-agression.

L'encre des signatures était à peine sèche que l'accord du 19 août parut trop étroit pour les dirigeants des deux pays. Allemagne nazie et Union soviétique avaient décidément besoin l'une de l'autre et l'URSS était d'autant plus demandeuse de produits manufacturés que nombre de pays, choqués par le pacte, avaient interrompu ou sérieusement réduit leurs relations commerciales avec ce pays.

Au début d'octobre 1939, le cadre de l'accord sur les crédits accordés par l'Allemagne fut élargi. L'URSS s'engagea pour sa part à lui assurer le transit de matériaux venus de Roumanie, d'Iran, d'Afghanistan et d'Extrême-Orient. On ne peut plus servir, les Soviétiques diminuèrent de moitié les droits de douane pour les marchandises venant des territoires chinois sous contrôle japonais. Dans le mois qui suivit, les lignes commerciales se développèrent et empruntèrent bientôt les voies ferrées polonaises que l'application du pacte avait permis aux deux compères de conquérir.

L'URSS et l'Allemagne nazie étaient ainsi devenues des partenaires commerciaux majeurs. Ce commerce avait permis à l'Allemagne de contourner en partie les effets du blocus britannique et des embargos ou boycotts mis en place contre elle. Sans doute, il y eut quelques difficultés, nées de la différence de matériaux livrés par l'une et l'autre puissance. L'Allemagne livrait des produits à forte valeur ajoutée, lents à être fabriqués. Les produits soviétiques peu ou pas transformés pouvaient être livrés plus rapidement. Sauf qu'il fallait beaucoup de bois et de minerais pour atteindre la valeur d'échange des équipements de haute technologie qu'exportait l'Allemagne ! La totalité des matières premières qui servaient de monnaie d'échange ne pouvait donc pas être livrée aussi vite que le souhaitaient les nazis qui, comptant lancer bientôt leur offensive à l'Ouest, en avaient un besoin urgent.

D'où des retards que la méfiance et les projets cachés des uns et des autres eurent tendance à aggraver.

Toutefois, aux yeux des Allemands comme des Soviétiques, on pouvait faire encore mieux. De nouvelles négociations s'engagèrent donc. Staline, cherchant à séduire le Führer,

affirma que pour l'URSS il ne s'agissait pas seulement de trouver un accord commercial mais plutôt de mettre en place une sorte de traité d'assistance mutuelle.

On finit par s'entendre le 11 février 1940. Les échanges de produits manufacturés allemands contre des matières premières soviétiques se monteraient cette fois à 650 millions de marks : l'accord concernait, côté soviétique, des céréales, du bois, des pommes de terre, du pétrole (un tiers de la consommation annuelle allemande), des huiles industrielles, du phosphate, du caoutchouc, du coton et plus de 450 000 tonnes de minerais divers (du fer surtout, mais aussi du manganèse, du cuivre, du nickel, du chrome et du platine). Pour tous ces produits, l'Allemagne était très largement dépendante de l'étranger. D'autres livraisons concernaient plus strictement le domaine militaire. Nous en reparlerons...

Ayant déjà planifié secrètement l'invasion du territoire de son partenaire, Hitler souhaitait un accord supplémentaire pour obtenir le plus de fournitures possible avant le moment fatidique. Le 10 janvier 1941 un dernier accord prolongea celui de 1940 jusqu'au 1^{er} août 1942 et élevait le niveau d'échanges. Il incluait l'engagement soviétique de livrer 2 500 000 tonnes de céréales, 1 000 000 de tonnes de produits pétroliers, des quantités importantes de métaux non ferreux et surtout du caoutchouc : 76 % des 18 000 tonnes de caoutchouc reçues au total par l'Allemagne furent livrées en mai-juin 1941. Deux mille cent tonnes franchirent même la frontière la veille de l'attaque allemande ! En revanche, il semble bien que les Allemands retardèrent volontairement de nombreuses livraisons.

Staline lui aussi jugeait la guerre possible sinon probable, mais il persistait à croire qu'il pourrait l'éviter, au moins à court terme, en agissant dans deux directions : d'une part, en explorant la possibilité d'une entrée de l'Union soviétique dans l'Axe – l'alliance entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Mais les tractations n'aboutirent pas. D'autre part, en cherchant à prendre date avec les Allemands en vue d'échanges économiques accrus qui lieraient en somme les deux pays sur le long terme. Mais ce calcul se révéla erroné : les Allemands attaquèrent l'URSS sans faire cas des accords commerciaux qui les liaient et c'est même au contraire grâce au soutien économique soviétique dont ils bénéficièrent entre 1939 et 1941 qu'ils purent le faire ! Sans les livraisons de pétrole, les stocks allemands auraient été insuffisants dès octobre 1941. Et sans les livraisons de caoutchouc, de manganèse et de céréales, l'Allemagne aurait à peine pu attaquer, même avec un rationnement sévère.

Qui fut finalement le grand gagnant de ces échanges ? Indéniablement, l'Allemagne. Les Soviétiques profitèrent moins des transferts de technologie allemande qu'ils ne l'espéraient, et ceux-ci furent certainement moins vitaux pour eux que ne le furent pour l'Allemagne les livraisons de matières premières, indispensables malgré tous ses efforts pour produire le plus possible d'ersatz.

Le blocus maritime que tentait d'imposer la Grande-Bretagne (depuis le 6 septembre 1939) et les États-Unis (depuis le 2 décembre de la même année) à l'Allemagne, embargo « moral » qui faisait suite à l'agression contre la Finlande, rendait d'autant plus précieuses ces fournitures au Reich. C'est donc bien grâce à l'URSS que l'Allemagne

QUAND POUTINE SE PREND POUR STALINE

nazie fut en partie équipée pour ses futurs projets militaires, à l'Ouest comme à l'Est.

Hitler pouvait remercier Staline. Mais si, en juin 1940, Molotov avait pu féliciter Hitler pour sa « splendide victoire » sur la France, il allait avoir plus de mal à saluer avec lui les victoires qui suivraient durant l'été 1941 !

3.

Les tankistes de Guderian au pays des Soviets Coopération militaire

En Angleterre, de même qu'en France, les partisans de la guerre ont déclaré à l'Allemagne quelque chose comme une « guerre idéologique » qui rappelle les vieilles guerres de religion [...] L'idéologie de l'hitlérisme, comme tout autre système idéologique, peut être reconnue ou rejetée, c'est une question d'opinions politiques. Mais n'importe qui comprendra qu'on ne saurait détruire une idéologie par la force, qu'on ne saurait en finir avec elle par la guerre. C'est pourquoi il est insensé, voire criminel, de mener une semblable guerre pour « l'anéantissement » de l'hitlérisme sous le couvert du faux drapeau de la lutte pour la « démocratie ».

Viatcheslav Molotov,
discours devant le Soviet suprême,
31 octobre 1939.

Comme en matière commerciale, l'Allemagne et la Russie coopéraient depuis longtemps dans le domaine militaire. L'exportation discrète d'armes allemandes, dès le début des années 1920, est un fait connu ; mais ce sont moins les échanges d'informations favorisant la répression

de leurs opposants respectifs ainsi que les facilités offertes aux militaires allemands pour s'entraîner – facilités dont la Reichswehr était dépourvue du fait de diverses interdictions issues du traité de Versailles.

Une école d'aviation fut ainsi mise à leur disposition près de Lipetsk (entre Voronej et Moscou) « et un terrain pour se familiariser avec les manœuvres de chars. Ceux de Guderian – un général partisan de leur utilisation massive lors de la campagne de France puis, avec moins de succès, devant Moscou – ont appris à manœuvrer du côté de Kazan¹ », comme le souligne Jean-Louis Panné. Boris Souvarine rappelait aussi que von Seeckt en personne, commandant en chef de l'armée allemande, théoricien de l'armée de choc, fit là-bas en 1924 un long séjour. Il y fut suivi par son successeur à la tête de la Reichswehr, le général von Hammerstein. En retour, des dizaines de généraux soviétiques firent des stages dans les états-majors allemands.

Un centre d'essai d'armes chimiques fut enfin ouvert près de Samara et l'historien américain Albert Weeks parle même de recherches communes sous la direction d'un agent du NKVD nommé Berg, afin d'aménager un wagon conçu pour éliminer au gaz des ennemis du régime².

La prise du pouvoir par Hitler en 1933 réduisit le nombre de ces échanges. Les sites militaires d'entraînement de l'armée allemande furent fermés. Mais après quelques années de réserves, les liens se resserrèrent à nouveau pour aboutir aux pactes que l'on connaît, en août et septembre 1939.

Les tensions en cette seconde moitié des années 1930 et l'éventualité d'une guerre poussaient alors Staline à importer d'Allemagne des machines-outils qui permettaient de produire des armes et des munitions, voire du matériel militaire clef en main comme des avions ou des navires

dont l'Armée rouge avait grand besoin. Un armement moderne, c'est ce que recherchaient en priorité les dirigeants soviétiques. Sans doute avaient-ils été émerveillés par la technologie allemande, lors de la visite faite par un certain nombre de scientifiques, de techniciens et d'experts invités par les nazis, de différents sites industriels et centres de recherches du Reich.

Les exigences qu'ils formulèrent alors paraissent aujourd'hui quelque peu surréalistes puisqu'ils allèrent jusqu'à demander à leurs alliés de leur livrer un croiseur lourd, du niveau technologique de l'*Admiral Hipper*, et plusieurs autres navires de guerre ! Staline proposa même à l'Allemagne l'installation d'une usine d'avions de combat en URSS. Après tout, à l'époque de Rapallo, l'industriel allemand Junkers n'avait-il pas installé une usine de fabrication d'avions près de Moscou ? Mais les Allemands refusèrent. Leurs réticences à livrer leurs produits manufacturés de type militaire, comme certains moteurs d'avion, étaient manifestes. Craignaient-ils d'armer un futur ennemi potentiel ? Sans doute. Alors que Ribbentrop et Goering plaidaient pour un partenariat à long terme avec l'URSS, Hitler ne voulait pas « dégarnir » l'armée allemande par des livraisons trop nombreuses car il envisageait l'éventualité d'un conflit avec l'URSS plus volontiers que certains de ses proches lieutenants.

Les Allemands fournirent quand même les plans du très moderne cuirassé *Bismarck*, une machinerie complète pour un destroyer, des canons lourds, des éléments d'artillerie, des chars et des explosifs, des plans pour la construction de chasseurs et d'un bombardier.

La situation n'en restait pas moins paradoxale : c'est ce même matériel que les nazis allaient détruire lors de leur

attaque de la fin juin 1941. Quant aux Russes, du fait de leurs livraisons de céréales à l'Allemagne, ils allaient manquer de réserves de nourriture pour leur propre armée !

Autre manifestation de la coopération militaire des « antinazis » avec Berlin : les Soviétiques mirent à disposition de la marine allemande une base navale, à l'embouchure de la Zapadnaïa Litsa (un fleuve qui se jette dans la mer de Barents, près de Mourmansk). L'Allemagne n'eut pas le temps, il est vrai, de l'utiliser. Elle servit néanmoins de repli abrité pour le ravitaillement des torpilleurs allemands participant à la bataille de Narvik, en Norvège. Enfin, les Soviétiques autorisèrent les navires allemands, civils ou militaires, à emprunter la route de l'Arctique, ce qui pouvait faire craindre aux Anglais des attaques surprises de leur flotte dans le Pacifique. Selon Jean Lopez, des brise-glaces soviétiques leur ouvrirent même obligeamment la voie³.

On peut aller jusqu'à parler de coopération militaire active entre l'URSS et l'Allemagne, en ce sens qu'à la suite des pactes soviéto-nazis, la guerre contre la Pologne fut menée conjointement. Sans doute l'Allemagne commença les hostilités le 1^{er} septembre et l'URSS attendit le 17. Mais pendant les deux premières semaines du conflit, l'Armée rouge apporta une assistance technique à l'aviation nazie et coopéra avec l'armée allemande pour empêcher les troupes polonaises de se regrouper.

On peut d'autant plus parler de coopération qu'après cette victoire partagée sur la Pologne et vu les assurances réitérées d'amitié que lui adressaient les Soviétiques, la porte vers l'ouest était grande ouverte pour Hitler : il put dégager tranquillement son front Est, y laisser seulement

4 divisions régulières et 9 divisions territoriales, avant de se jeter sur l'Europe occidentale.

Là encore, la coopération soviéto-nazie est évidente : *via* le Komintern, les dirigeants soviétiques donnèrent l'ordre à tous les partis communistes de par le monde de soutenir l'Allemagne nazie face à la France et à l'Angleterre. Il s'agissait de miner les efforts des deux démocraties qui luttèrent contre le fascisme hitlérien. Certes, la guerre à l'Ouest était alors limitée à la « drôle de guerre » mais on peut imaginer les effets négatifs sur le moral déjà peu élevé des troupes françaises de la diffusion du point de vue pacifiste des Soviétiques. Deux millions de tracts reproduisant l'intervention de Molotov devant le Soviet suprême furent ainsi lâchés au-dessus des lignes françaises. Ils condamnaient une guerre contre l'Allemagne hitlérienne menée soi-disant pour défendre la démocratie mais en réalité pour protéger des empires coloniaux menacés. D'ailleurs, comment croire que l'Angleterre et la France pouvaient défendre la démocratie qu'elles bafouaient ouvertement en interdisant le Parti communiste français, en arrêtant des députés communistes, en restreignant les libertés publiques et en opprimant les aspirations nationales de l'Inde⁴ ?

Autre manifestation de cette opposition à la guerre : quelques sabotages eurent lieu dans des usines d'armement et quelques désertions. La plus symbolique fut celle du secrétaire général du Parti communiste français, Maurice Thorez, qui rejoignit Moscou sur ordre de l'Internationale communiste.

La coopération militaire soviéto-nazie antérieure et surtout postérieure à septembre 1939 est donc un élément supplémentaire contredisant la prétention poutinienne

actuelle à voir dans la Russie l'incarnation – à elle seule et de manière continue – de la lutte contre le nazisme. En optant pour ce pacte, Staline permettait au contraire à Hitler de lutter sur un seul front, sans crainte. Ainsi devenait possible, dans les meilleures conditions, l'entreprise de conquête sinon d'assujettissement souhaitée par ce dernier contre la France et la Grande-Bretagne.

Malheureusement pour Hitler, la résistance britannique se poursuivit après la défaite française, ce qui eut pour heureuse conséquence deux ans plus tard d'imposer à l'Allemagne nazie de rester mobilisée à l'Ouest, lors de son attaque à l'Est. Ce second front l'a empêché de jeter toutes ses forces dans l'opération Barbarossa. Qui plus est, c'est de ce front maintenu qu'est partie, presque immédiatement après l'attaque du 22 juin 1941, une aide de plus en plus conséquente à la Russie.

La victoire contre le nazisme a bien eu lieu, non pas grâce au pacte comme le prétend la version officielle russe, mais malgré le pacte puisqu'il fallut attendre qu'il ait été brisé par Hitler pour que Staline appelle les démocraties occidentales à lutter ensemble contre le nazisme.

Dans une lettre à Stafford Cripps, ambassadeur britannique en URSS, Churchill écrivait :

Je compatis à l'agonie de la Russie. Mais les Russes n'ont rien à nous reprocher. Ils ont tissé eux-mêmes leur destin en laissant les mains libres à Hitler en Pologne et ils se sont privés eux-mêmes d'un véritable second front en laissant détruire l'armée française. Si nous avions été envahis et détruits en juin ou en août 1940 [...] les Russes seraient restés plus qu'indifférents⁵.

À l'heure actuelle, en Russie, il est interdit d'évoquer ce pacte en affirmant que les dirigeants soviétiques ont collaboré avec l'Allemagne ou que cet accord leur a permis d'attaquer la Pologne conjointement avec les nazis, déclenchant la Seconde Guerre mondiale. Certains historiens et analystes russes favorables au pouvoir, tentent – et on les comprend ! – d'effacer le pacte germano-soviétique de l'histoire, du moins les protocoles secrets. Galia Ackerman mentionne par exemple l'historien Arsen Martirosyan qui affirme que ceux-ci sont des faux fabriqués par les Occidentaux, que les signatures de Molotov et de Ribbentrop ne sont pas authentiques et que le but de ces falsifications est « de diffamer l'URSS et de la présenter comme responsable de la guerre⁶ » ! Comme on le voit, la vague conspirationniste a atteint la Russie poutinienne où elle constitue un atout pour ceux qui cherchent à gommer les années d'amitié soviéto-nazie.

4.

Le partage de « l'avorton du traité de Versailles » Attaque conjointe de la Pologne

La responsabilité de la tragédie vécue par la Pologne repose entièrement sur la direction polonaise qui avait empêché la formation d'une alliance militaire entre la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique et s'appuyait sur l'aide de ses partenaires occidentaux, jetant son propre peuple sous le rouleau compresseur de la machine de destruction hitlérienne.

Vladimir Poutine,
The National Interest, 18 juin 2020¹.

Les rapports entre l'URSS et la Pologne étaient mauvais depuis longtemps. Et pas seulement du fait de la guerre perdue par le nouveau pouvoir communiste russe contre la Pologne en 1920 – bien que Staline, semble-t-il, ait gardé une rancœur personnelle envers ce pays du fait de sa propre responsabilité dans l'échec russe*.

* Au lieu d'envoyer ses troupes prêter main forte aux unités marchant sur Varsovie, comme il en avait l'ordre, il préféra les utiliser pour tenter de prendre Lvov et s'assurer ainsi un succès personnel. Finalement, aucune des deux villes ne fut prise. Voir Oleg Khlevniuk, *Staline*, Paris, Belin, 2017, p. 120.

Cette hostilité valut aux Polonais vivant en URSS, soit plus d'un million de personnes, les persécutions du NKVD au moment de la Grande Terreur. Lorsque Iéjov rapporta à Staline les premiers succès de cette opération, celui-ci répondit : « Parfait ! Continuez de creuser et de nettoyer cette ordure polonaise. Éliminez-la dans l'intérêt de l'Union soviétique². » Catholicisme, statut de minorité nationale, activités des services de renseignement polonais, les prétextes ne manquaient pas. L'accusation d'espionnage était la principale. La répression toucha même les dirigeants du parti communiste polonais réfugiés à Moscou. Son Comité central, surveillé de près par le Komintern, fut radicalement épuré. Une trentaine de ses membres furent arrêtés et le parti dissous. Il sera reconstitué en janvier 1942. Władysław Gomułka en était *de facto* le dirigeant. Mais Staline, qui n'avait pas confiance en lui, le remplacera par Bolesław Bierut fin 1943.

Puis, huit jours après la signature du pacte de non-agression avec l'URSS, l'armée allemande entra en Pologne. Staline espéra un moment persuader le gouvernement polonais de lui adresser publiquement un appel au secours, mais celui-ci refusa bien entendu. Il se décida alors à lancer l'Armée rouge à l'attaque en arguant du fait que... l'État polonais n'existait plus ! À l'ambassadeur polonais, sans doute perçu comme la dernière et évanescence manifestation d'existence de l'État polonais, Staline fit savoir (le matin même de l'attaque) que Varsovie n'était plus la capitale de la Pologne, que le gouvernement et l'État ne donnaient plus signe de vie, que l'espace qu'ils géraient était devenu le lieu de tous les hasards et de toutes les surprises et que, dans ces conditions, l'Union soviétique était bien obligée d'assurer sa propre sécurité, etc.

Le 17 septembre, l'Armée rouge franchit la frontière. Ces deux semaines de décalage avec l'invasion nazie n'étaient pas de trop pour faire accepter par les partis communistes du monde entier ce renversement d'alliance et sa mise en œuvre : l'agression soviéto-nazie conjointe contre la Pologne et, finalement, son partage. De plus, le « retard » de Staline sur son compère nazi avait permis à l'Union soviétique de s'assurer de la faiblesse des forces polonaises, de cultiver aux yeux de l'opinion publique internationale une certaine ambiguïté. Car cette invasion soviétique pouvait passer pour un moyen d'empêcher les nazis de s'emparer de l'ensemble du pays et de protéger les Ukrainiens et les Biélorusses, nombreux en Pologne orientale. Molotov avait renchéri sur les ondes : « Venir en aide à nos frères ukrainiens et biélorusses (vivant en Pologne) est un devoir sacré. »

C'est ce que crurent un moment les Polonais quand Staline affirma que ses troupes avaient franchi la frontière « pour offrir une main fraternelle au peuple polonais ». D'ailleurs, les soldats soviétiques eux-mêmes, bien loin de se douter de ce à quoi on les utilisait, se dirigèrent vers l'ouest en criant : « *Na Germantza !* » (sus à l'Allemand), comme le rappelle Yves Santamaria³.

De la même façon, en 2022, les recrues russes de Poutine croiront qu'elles allaient participer à des manœuvres sur la frontière ukrainienne !

Les Soviétiques l'emportèrent facilement, bien sûr : l'armée polonaise déjà défaite par les Allemands avait ordre de ne pas résister et de tenter de se réfugier en Hongrie et en Roumanie. Ce ne fut pas, cependant, une marche triomphale pour l'Armée rouge. Comme on le verra en Finlande quelques mois plus tard – et en Ukraine

en 2022 –, les problèmes de logistique s'accumulaient. Les véhicules tombaient en panne et l'approvisionnement en carburant et en nourriture était tout à fait défaillant.

Nous disposons de nombreux documents et notamment des mémoires de Jan Karski pour appréhender la façon dont les Polonais ont vécu cette invasion soviétique. Jan Karski est connu pour avoir tenté d'alerter – en vain – les dirigeants alliés sur la « solution finale » mise en œuvre par Hitler *. Son ouvrage, *Mon témoignage devant le monde*, est le récit de son activité en Pologne comme émissaire du gouvernement du général Sikorski, en exil à Londres. Mobilisé en août 1939, il avait assisté à la défaite de l'armée polonaise face à l'armée allemande, mais surtout à l'entrée des Soviétiques dans l'est du pays.

Battant en retraite avec son bataillon en direction de Cracovie, celui-ci se retrouva brutalement face aux troupes soviétiques. Elles jouèrent la solidarité : « Hé ! vous alors, est-ce que vous êtes avec nous, oui ou non ? [...] Vous n'avez rien à craindre, nous sommes des Slaves comme vous, pas des Allemands. Nous ne sommes pas vos ennemis. » Les Soviétiques demandèrent que leur soit envoyé un officier qui revint avec les consignes suivantes : « L'armée soviétique, déclara-t-il, a franchi la frontière pour se joindre à nous dans la lutte contre les Allemands [...] Nous devons nous unir aux forces soviétiques [...] Le commandant [...] exige que nous rejoignons immédiatement son détachement après lui avoir remis nos armes. » Un groupe de soldats se déploya alors autour des Polonais,

* Samuel Zygelbojm, membre du Bund polonais, avait déjà informé les dirigeants occidentaux de la « solution finale ». En vain lui aussi.

leurs mitraillettes braquées sur eux, et les chars en position firent pivoter leurs tourelles pour diriger leurs canons dans leur direction. Tous comprirent alors qu'ils étaient prisonniers de l'Armée rouge. Ils furent déportés en Sibérie. Karski réussit plus tard à s'enfuir et à rejoindre la France puis l'Angleterre⁴.

Pour les dirigeants soviétiques, comme pour Hitler, les objectifs étaient clairs et Staline, en phase complète avec les projets de l'Allemagne nazie, alla jusqu'à suggérer la disparition de l'entité étatique polonaise⁵. Le 19 septembre, un communiqué soviéto-allemand annonçait même que les troupes allemandes et soviétiques avaient pour mission de « restaurer la paix et l'ordre troublés par la désintégration de l'État polonais et d'aider la population polonaise à réorganiser les bases de son existence politique⁶ ».

C'est dans ce contexte que fut signé le 28 septembre le deuxième traité germano-soviétique, « traité d'amitié » cette fois, et de « délimitation des frontières ». Il s'accompagnait comme le premier de protocoles secrets, protocoles additionnels convenant d'échanges de ressortissants, de répression conjointe de toute « agitation » polonaise et de quelques modifications dans la ligne de partage.

Le monde stupéfait put prendre connaissance de la rencontre des deux armées, l'allemande et la soviétique. Heinz Guderian, qui avait poussé un peu trop loin vers l'est, remit solennellement la ville de Brest-Litovsk à l'Armée rouge. Dans ses *Souvenirs d'un soldat*, il parle d'allocution d'adieu, d'échange de fanions en présence du général russe Semyon Krivoshein, et de communication entre les deux hommes en français...

Près de la moitié du territoire polonais revenait ainsi à l'Allemagne, une partie étant purement et simplement annexée, une autre constituant un État-croupion baptisé « Gouvernement général », dirigé par Hans Franck et destiné à devenir une zone de colonisation germanique. L'URSS, quant à elle, avait annexé 194 000 km², soit 52 % du territoire polonais.

L'une des premières mesures prises par Staline après la conquête de la Pologne orientale fut, fin novembre 1939, l'attribution obligatoire de la citoyenneté soviétique à tous les habitants de la zone conquise – ce qui obligea des milliers de jeunes à intégrer l'Armée rouge. Voilà qui rappelle tristement, quatre-vingts ans plus tard, des scènes télévisées d'attribution de la citoyenneté russe aux habitants du sud-est de l'Ukraine !

Dans ses mémoires⁷, Jules Margolin, un Juif polonais victime de cette mesure, décrit l'attitude de la population de Pinsk, sa ville d'origine, face à l'occupation de la zone par l'URSS. Dans un premier temps, elle accueillit avec enthousiasme les Soviétiques, perçus comme un rempart contre la menace nazie. Mais en quelques mois à peine ceux-ci réussirent à se mettre à dos toute la population.

La soviétisation de la ville commença avec la déportation des élites : « On liquida non seulement la bourgeoisie paysanne, les intellectuels et l'élément patriotique polonais, mais encore tous ceux, Biélorusses et Ukrainiens, qui avaient une certaine autorité. Et plus ils étaient populaires, plus cela allait mal pour eux. La plupart ont péri dans la Russie du Nord. »

Puis la population juive de Pinsk fut chassée de la ville et envoyée dans les petits bourgs environnants. On passa

ensuite à la soviétisation de la culture – l’enseignement de l’hébreu notamment fut interdit ; les journaux, librairies, bibliothèques furent fermés – et à la destruction des organismes politiques et sociaux. La soviétisation économique prit le relais : le zloty fut fortement dévalué, ce qui fit fondre les économies de chacun. Tous durent chercher un travail et se mettre au service de l’État-patron, comme en Union soviétique. « Le fait que les conditions de travail et de sécurité sociale en URSS étaient pires qu’en Pologne “bourgeoise” fut, pour la plupart, une découverte », écrit Jules Margolin.

Pinsk n’était évidemment pas un cas isolé : très rapidement, le NKVD procéda dans l’ensemble de la zone contrôlée par les Soviétiques à des arrestations massives et à des exécutions sommaires. Des centaines de milliers d’hommes et de femmes furent déportés en URSS, partant à pied lors de marches épuisantes durant lesquelles les traînards étaient abattus. Tous ne prenaient pas la direction du Goulag et certains étaient dirigés vers des kolkhozes et des zones industrielles comme le bassin houiller du Donetsk, l’Oural, et même la Sibérie, dans des conditions matérielles effroyables. Du fait d’une organisation rigide qui ne tenait pas compte des morts qu’elle causait, on attendait les convois dans le froid et la faim... « On les faisait attendre jusqu’à ce que le nombre prévu fût rassemblé ; on entassait les gens, des enfants morts étaient jetés par les fenêtres car il était interdit de les enterrer », rapporte Josef Czapski *.

* Joseph Czapski, *Terre inhumaine*, Paris, Plon, coll. « Les Îles d’Or », 1949, p. 13 (rééd. L’Age d’Homme, 1991). Cet officier de l’armée polonaise détenu au camp de Starobielsk aura la chance d’échapper au massacre de Katyń.

Ce fut une période terrible dont le régime soviétique était le grand responsable : « Familles dispersées, enfants perdus par leurs parents ou morts de faim [...] des milliers de nos camarades disparus au fond de la toundra et des mines », tels sont quelques aspects du tableau apocalyptique dressé par Czapski⁸. Et l'on ne parlera pas ici des rumeurs invérifiables mais hélas peut-être fondées sur des condamnés polonais morts de froid car leur train était tombé en panne dans l'extrême Nord, ou de péniches chargées d'officiers et de sous-officiers coulées dans la mer Blanche...

Au total, ce sont 400 000 à 500 000 personnes en 1939 et 700 000 en 1940 que les Soviétiques déportèrent (soit 10 % de la population polonaise !), dont une partie des 230 000 militaires faits prisonniers. En octobre, après l'accord avec le gouvernement en exil à Londres, les libérations commencèrent mais 25 000 détenus furent gardés en Union soviétique (Pologne orientale comprise) pour construire des routes ou des aérodromes, et 12 000 pour faire tourner des usines. Bien d'autres furent maintenus au Goulag. On notera que dans cette partie orientale du pays contrôlée par l'URSS, où étaient nombreux les Ukrainiens, les Juifs et les Biélorusses, les Polonais furent particulièrement visés par la répression, ce qui confirme l'association de critères ethniques et de critères sociaux dans les choix de l'occupant.

En outre, des dizaines de milliers de soldats polonais furent arrêtés pour avoir tenté de se réfugier en Hongrie ou en Roumanie. Arrestations relativement faciles puisque les Allemands fournissaient des informations précises aux Soviétiques. Le tarif était de plusieurs années de camp,

souvent huit. Jusqu'à l'attaque allemande du 22 juin 1941, des milliers d'entre eux furent exécutés.

Certaines catégories détenues sur place ne furent pas libérées : les gendarmes, les policiers, les agents de renseignement furent internés dans un camp à Ostachkov (à l'ouest de Tver). Les officiers quant à eux furent envoyés dans ceux de Starobielsk (près de la ville de Kharkov) et de Kozielsk (entre Smolensk et Toula), et il semble qu'on y ait ajouté des sous-officiers et des paysans aisés. Les militaires de carrière étaient très minoritaires. La plupart des officiers étaient des réservistes issus de la bourgeoisie polonaise, avocats, enseignants, fonctionnaires, journalistes, médecins, etc.

Les Soviétiques et les nazis procédèrent aussi à l'échange de militaires prisonniers. Les Russes en fournirent 43 000 (et tant pis s'ils étaient communistes ou/et Juifs) mais ils gardèrent les officiers, même ceux issus de la zone occidentale. Les nazis quant à eux en livrèrent 14 000, les officiers qui se trouvaient parmi eux étant immédiatement incarcérés par les Soviétiques.

Pour bien des Juifs, en particulier pour les Juifs polonais, la situation était dramatique car la fermeture des frontières avait créé des situations insolubles : ils avaient le choix entre rester dans la partie nouvellement allemande de la Pologne, ce qui, étant donné la politique antisémite d'Hitler, était suicidaire, ou bien rejoindre la zone orientale et accepter un passeport soviétique.

Jules Margolin, lui, refusa ce changement d'identité car il craignait de ne plus pouvoir se rendre en Palestine où l'attendaient sa femme et son fils. Il tenta par deux fois, sans succès, de s'enfuir, d'abord par la Roumanie, devenue une souricière où des milliers de Polonais étaient bloqués à

la frontière, puis par la Lituanie. Il retourna alors à Pinsk, où vivaient ses parents.

Inutile de dire que ceux qui restèrent dans la zone allemande ou y retournèrent pour rejoindre leurs familles, comme ce fut le cas de certains amis de Margolin, furent exterminés. Ceux qui prirent le passeport soviétique furent aussi victimes des nazis, mais plus tard, au moment de l'invasion de juin 1941. Les autres, qui avaient refusé le passeport soviétique, craignant de ne pouvoir quitter le nouveau territoire annexé, furent « heureusement » envoyés au fin fond de la Russie dont certains au Goulag.

C'est ainsi que Margolin fut condamné à cinq ans de camp pour « infraction à la loi sur les passeports » et classé dans la catégorie des « éléments socialement dangereux ». Sa stupéfaction lors de son arrestation, qu'il qualifiait de « malentendu » et de « confusion absurde », atteste que, comme la plupart de ses compatriotes, il était totalement ignorant de la politique répressive exercée par les Soviétiques, depuis 1937 déjà, contre les Polonais. Il ne soupçonnait même pas l'existence de camps en URSS !

Certains détenus furent libérés en 1941, dans les mois qui suivirent le déclenchement de l'opération Barbarossa et de la constitution consécutive de l'armée Anders, mais ce ne fut pas le cas de Jules Margolin. Les autorités du camp lui affirmèrent, pour justifier son maintien en détention, que les Juifs n'étaient pas concernés par l'amnistie*.

Une seconde fois, en 1944, il crut pouvoir quitter le camp pour combattre dans l'armée polonaise mais cela

* Voir Władysław Anders, *Mémoires*, *op. cit.*, p 104. Ce fut effectivement un temps le projet de Staline.

lui fut refusé du fait de son état de santé. Il dut donc purger la totalité de ses cinq ans de détention avant d'être libéré. Ce n'est qu'en 1946 qu'il put rejoindre la Palestine. Pendant le reste de sa vie, il s'employa à dénoncer le système soviétique et son Goulag, prenant ainsi la défense « de millions d'êtres enterrés vivants » : « Il faut dire clairement, écrivit-il, qu'en Union soviétique, dans cet espace inaccessible à l'opinion publique mondiale, s'opère une destruction des âmes inédites dans l'histoire de l'humanité, un incroyable martyr des cœurs humains⁹. » Et encore : « J'affirme que le gouvernement soviétique a créé dans ce pays un royaume d'esclaves derrière des barbelés¹⁰. »

Le sort de la Pologne, seul pays à avoir été occupé simultanément par les nazis et les Soviétiques, fait apparaître de manière éclatante la proximité des deux États totalitaires : même pillage généralisé des richesses et de la main-d'œuvre, même volonté d'annihilation de l'identité polonaise, notamment en ciblant les élites et en s'acharnant sur les cadres administratifs, militaires et religieux du pays. Allemands et Soviétiques visaient les mêmes catégories de population, les premiers « pour maintenir à sa place la race inférieure », les seconds « afin d'éliminer les éléments qu'ils jugeaient dangereux pour leur système. [...] Au bout du compte, les deux régimes menèrent des politiques très proches, avec des déportations et des exécutions en masse plus ou moins simultanées¹¹ ».

Les Soviétiques, selon l'historien Timothy Snyder, furent à ce terrible jeu les plus efficaces : « À la différence des Allemands qui crurent à tort avoir éliminé les classes instruites polonaises dans leur partie de la Pologne, les Soviétiques y étaient très largement parvenus¹². »